

BILLET DE BLOG 19 mars 2015

L'heure de l'Union de l'énergie européenne a-t-elle sonné ?

Auteur

Oliver Sartor

Chercheur senior, Climat et Énergie

 Temps de lecture: 3 min

Le Conseil européen s'est réuni aujourd'hui pour débattre de l'idée d'une « Union de l'énergie » européenne. La réunion portait notamment sur le « Cadre Stratégique » récemment publié par la Commission, décrivant sa stratégie pour la création d'une telle Union. Que pouvons-nous dégager de cette discussion et du plan de la Commission?

Une analyse (cynique) consisterait à dire que le débat sur l'Union de l'énergie consacre le triomphe du style sur la substance, qu'il n'est qu'un reconditionnement de vieilles idées ne permettant pas de surmonter les profonds obstacles politiques à la mise en œuvre. L'Union de l'énergie est, après tout, une vieille idée. En effet, de nombreuses propositions figurant dans le Cadre Stratégique de la Commission ont été accusées de n'être qu'une

redéfinition d'objectifs existants, ou encore un engagement à ce que les États membres fassent ce que le droit communautaire exige déjà. Par exemple, L'UE a déjà identifié une liste de projets d'infrastructures énergétiques « d'intérêt commun » et leur apporte un soutien financier, mais les progrès de mise en œuvre sont lents.

Cependant, sous sa meilleure forme, l'Union de l'énergie pourrait être beaucoup plus. L'Europe est actuellement confrontée à trois défis majeurs dans trois grands domaines de la politique énergétiques : la sécurité de l'approvisionnement, l'atténuation du changements climatique et la garantie d'un prix abordable. Les pays membres de l'UE bénéficieraient énormément d'une approche collective pour faire face à ces défis.

En ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement, une grande partie du gaz de l'UE provient de la Russie via l'Ukraine et cet approvisionnement court actuellement un risque en cas d'intensification du conflit. La résilience à une éventuelle coupure de gaz russe serait beaucoup plus grande si l'UE construisait les infrastructures et les centres d'échange commerciaux nécessaires pour permettre au gaz de circuler plus librement entre les États membres, en cas de pénurie.

Pour répondre à l'urgence climatique, une plus forte proportion d'électricité issue de sources renouvelables et le développement de modes de transports plus sobres en carbone impliquent le renforcement du rôle de la planification transfrontalière et de l'intégration des infrastructures de marché. En ce qui concerne les prix abordables, il est désormais clair que l'UE ne connaîtra pas de « révolution du gaz de schiste » à l'américaine. Elle doit donc se concentrer sur d'autres solutions pour que les coûts de l'énergie restent abordables pour les consommateurs, notamment par la réduction de la consommation d'énergie plutôt que celle du prix, le développement et déploiement à grande échelle des technologies à haut rendement énergétique, ou encore la création de marchés énergétiques intérieurs plus intégrés et compétitifs.

Le défi du débat sur l'Union de l'énergie consiste donc à veiller à ce que l'UE fasse fonctionner ce concept et la dynamique politique sur laquelle il repose, afin de surmonter les obstacles politiques existants et les intérêts particuliers qui ont bloqué les étapes nécessaires. Pour réussir, le projet de l'Union de l'énergie doit aller au delà d'un reconditionnement des politiques existantes ; il doit chercher à créer la coopération nécessaire à la réussite de la transition énergétique.